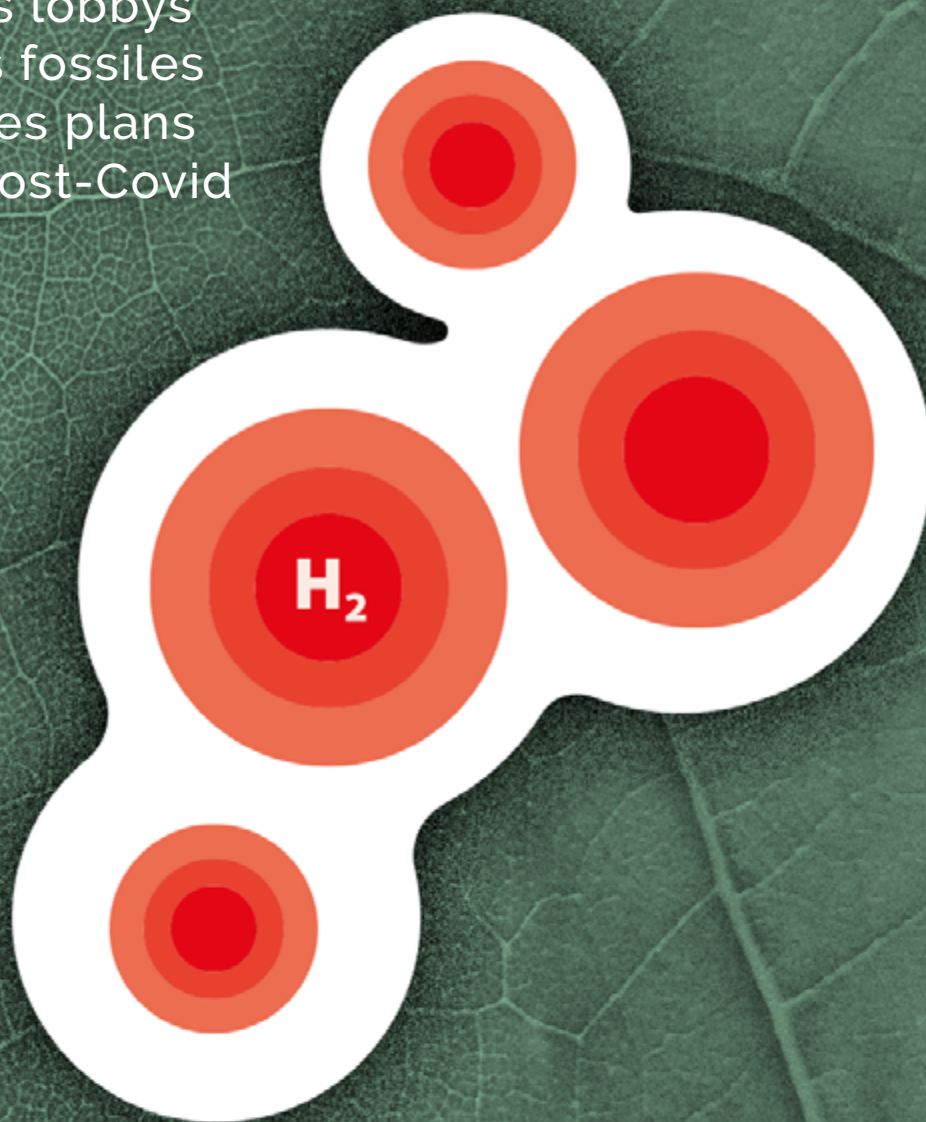


Recovery Watch

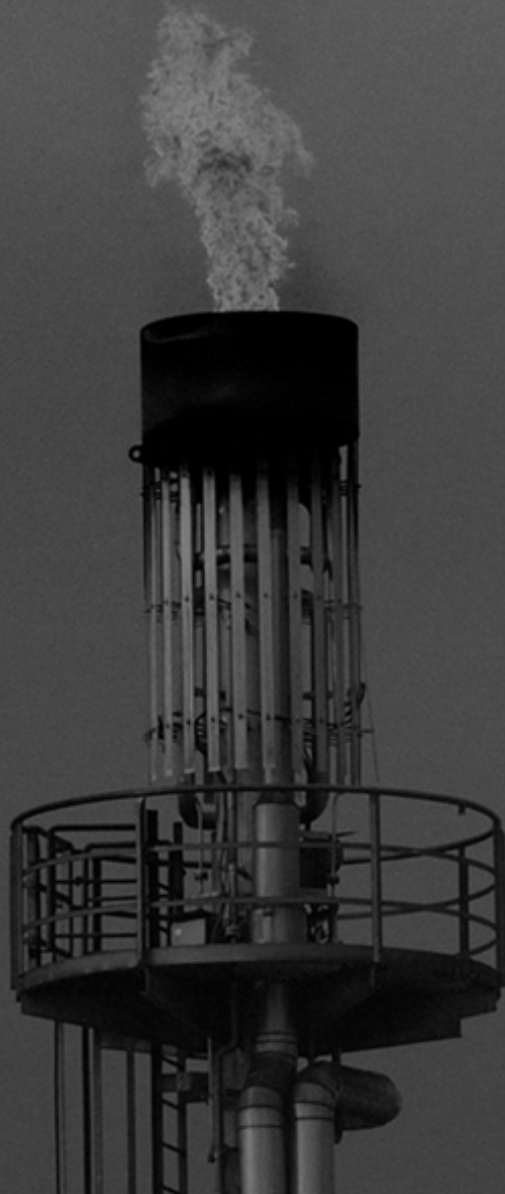
LA RELANCE DÉVOYÉE PAR L'HYDROGÈNE

Comment les lobbys
des énergies fossiles
siphonnent les plans
de relance post-Covid



ENCO
EUROPEAN NETWORK OF
CORPORATE OBSERVATORIES





CE RAPPORT EST LE RÉSULTAT D'UNE COLLABORATION ENTRE LE RÉSEAU EUROPÉEN D'OBSERVATOIRES DES MULTINATIONALES (ENCO) ET DE LA CAMPAGNE FOSSIL FREE POLITICS.

Publié par : Observatorio de la Deuda en la Globalización, Observatoire des Multinationales, Re:common, Corporate Europe Observatory, Friends of the Earth Europe, Food and Water Action Europe

Co-publié par: 350.org Europe, Climaximo, Ecologistas en Acción, Glasgow Calls Out Polluters



OBSERVATOIRE
DES MULTINATIONALES
/OCIA, ÉCONOMIQUE, POLITIQUE

ODG
OBSERVATORI DEL DEUTE
EN LA GLOBALITZACIÓ



GREENPEACE

Recherche: Rachel Tansey, Alessandro Runci, Josep Nualart, Olivier Petitjean, Luis Fazendeiro

Edition: Rachel Tansey, Tom Walker, Pascoe Sabido

Coordination: Lala Hakuma Dadci, Pascoe Sabido

Mise en page et illustrations: Lucía Armiño

Juillet 2021



SOMMAIRE

Résumé	1
1. Introduction : comment la « relance verte » est subvertie	5
2. Greenwashing 2.0 : hydrogène et autres fausses solutions	7
<i>Graphique 1:</i> <i>Combien d'argent dédié à l'hydrogène</i> <i>dans les plans de relance nationaux ?</i>	8
3. Des plans de relance nationaux sous influence	11
<i>Graphique 2:</i> <i>Le lobbying pro-hydrogène s'accélère en France</i>	14
4. Bruxelles accueille à bras ouverts les lobbyistes des énergies fossiles	15
<i>Graphique 3:</i> <i>Portes tournantes</i>	18
<i>Encadré:</i> <i>Les « Projets importants d'intérêt européen commun »</i>	20
Conclusion	21

Résumé

Les plans de relance post-Covid-19 de l'Union européenne sont censés favoriser la « transition verte » et nous faire sortir des énergies fossiles. Pourtant, en raison du lobbying de l'industrie tant au niveau national qu'europpéen, les géants du pétrole et du gaz figurent encore parmi les principaux bénéficiaires de ces fonds en Italie, en Espagne, au Portugal et en France.

La Commission européenne a déclaré vouloir éviter de renflouer à coups de milliards d'euros l'industrie des énergies fossiles. Malgré des signaux contradictoires, elle semble s'être efforcée, dans le cas de ces quatre pays, d'exclure tout financement direct de projets d'énergie fossile, y compris la controversée capture et séquestration du carbone (CSC). Cependant, les géants des hydrocarbures – et leur principal produit : le gaz d'origine fossile – ont trouvé une bouée de sauvetage : l'hydrogène et les gaz renouvelables, qui occupent une place centrale dans les plans de relance nationaux.

Au moins 8,3 milliards d'euros sont fléchés, dans le cadre des fonds de relance des quatre pays étudiés dans ce rapport, vers des projets relatifs à l'hydrogène et aux gaz renouvelables. C'est le résultat d'un effort de lobbying concerté de la part de l'industrie des énergies fossiles, à travers un nombre pléthorique de réunions de lobbying et d'événements publics avec les décideurs. Les industriels ont même parfois été invités à rédiger - et à mettre en œuvre - les plans de relance nationaux. Une industrie réputée pour ses efforts pour bloquer et retarder toute action climatique continue ainsi à être renflouée à grands coups d'argent public. Mais surtout, l'importance excessive accordée à l'hydrogène dans les plans de relance pourrait enfermer l'Europe dans des décennies supplémentaires de consommation de combustibles fossiles.

Aujourd'hui, moins de 0,1 % de l'hydrogène européen est « vert », c'est-à-dire fabriqué à l'aide d'électrolyseurs à partir d'électricité renouvelable ; la grande majorité est issue du gaz fossile¹. En présentant l'hydrogène comme une solution miracle pour décarboner l'économie, les entreprises d'énergies fossiles parient sur le fait que la demande dépassera l'offre très limitée d'hydrogène « vert ». Nous resterions alors dépendants de l'hydrogène fossile et de solutions techniques défaillantes comme la CSC pour capter les émissions (autrement dit de l'hydrogène « bleu », voir ci-dessous).

Pour l'industrie des énergies fossiles, l'hydrogène « vert » fait fonction de cheval de Troie. C'est pourquoi tant de géants des hydrocarbures en font aujourd'hui la promotion. Selon le groupe de pression Hydrogen Europe, qui compte parmi ses membres Total, Snam, Enagás et Galp, « *en termes de [mégawatts], les entreprises dites 'd'énergies fossiles' sont impliquées dans 81% de l'ensemble des projets d'électrolyse dans l'UE, l'AELE et au Royaume-Uni* »².

L'hydrogène « vert » nécessite de l'électricité renouvelable, et la Commission a pointé du doigt la France et le Portugal pour ne pas avoir consacré, dans leur plan de relance, les fonds nécessaires afin de répondre à cette demande supplémentaire. Cela signifie que l'hydrogène dit « vert » pourrait être produit à partir de l'électricité du réseau, elle-même générée à partir de sources fossiles ou d'énergie nucléaire (selon le mélange), ou qu'il entrerait en concurrence avec d'autres utilisations de l'électricité renouvelable. Le géant du pétrole et du gaz Shell a déclaré publiquement que de grands volumes d'hydrogène « bleu » seront nécessaires à l'avenir, car il n'y aura pas assez d'électricité renouvelable pour décarboner le secteur de l'électricité et produire de l'hydrogène « vert ».

En Italie :

- Les dépenses consacrées à l'hydrogène dans le plan de relance ont quadruplé entre deux versions suite au lobbying de l'industrie en faveur de l'hydrogène « bleu » et de la CSC, avant que la Commission refuse tout financement à des projets d'énergies fossiles. On s'attend néanmoins à ce que le gouvernement italien trouve d'autres sources de financement.
- Le gouvernement consacre plus de 4,5 milliards d'euros de fonds européens à l'hydrogène et au biométhane, mais seulement 4 milliards à l'amélioration des unités de soins intensifs et aux équipements médicaux.
- Le gouvernement italien a eu au moins 100 réunions avec l'industrie des énergies fossiles concernant les fonds de relance. Eni, Enel et Snam représentent la moitié de ces réunions.
- Eni a fait du lobbying en faveur de l'hydrogène « bleu » comme solution pour décarboner les transports, mais a admis qu'elle l'utiliserait en fait dans ses raffineries, pour produire de l'essence et du diesel.

En Espagne :

- La feuille de route sur l'hydrogène renouvelable se voit consacrer 1,6 milliard d'euros, soit 50% de plus que le budget consacré à l'amélioration du système national de santé. Mais en plus des 1,6 milliards, les projets relatifs à l'hydrogène sont éligibles à une cagnotte s'élevant à 1,8 milliards d'euros.
- Les quatre grands cabinets d'audit mondiaux (EY, PwC, KPMG et Deloitte) ont participé à l'élaboration du plan de relance espagnol et vont maintenant participer à sa mise en œuvre. Comme ils comptent parmi leurs clients les mêmes grandes entreprises du secteur de l'énergie qui entendent bénéficier de ces fonds, cela représente un conflit d'intérêts flagrant.
- À elles seules, Endesa, Naturgy et Iberdrola ont proposé des projets d'une valeur de 53 milliards d'euros qui, s'ils étaient mis en œuvre, représenteraient plus de 70 % des dépenses du plan de relance espagnol.
- L'élaboration du plan de relance s'est faite sans la société civile, et la version finale est étonnamment similaire au projet soumis par le principal lobby des entreprises du pays.

Au Portugal :

- La mise en œuvre du plan de relance national, qui a été rédigé par un dirigeant du secteur pétrolier et gazier, sera supervisée par ce même dirigeant.
- Seulement 18,4 % du plan de relance du Portugal sera spécifiquement consacré à la « transition verte », alors que le gouvernement et l'UE mettent en avant le chiffre de 38 % au total.
- La fréquence des réunions entre les plus grandes entreprises de pétrole et de gaz du pays et les ministres a suscité suffisamment de suspicion pour que soit ouverte une enquête criminelle sur l'un des plus importants projets d'hydrogène proposés.

En France :

- Selon le président de France Hydrogène, le groupe industriel qui coordonne le lobbying en faveur de l'hydrogène en France, « *les grandes lignes de leur feuille de route ont été reprises* » par le gouvernement français dans son plan de relance.
- Les dépenses de lobbying de France Hydrogène ont doublé d'année en année depuis 2017, pour atteindre 200 000 à 300 000 euros en 2020, tandis que les activités de lobbying enregistrées annuellement autour de l'hydrogène ont été multipliées par cinq, passant de 9 en 2017 à 47 en 2020.

- La France a été critiquée par la Commission pour ne consacrer aucune dépense dans son plan de relance à l'augmentation des capacités d'énergies renouvelables pour satisfaire la demande émanant de son programme d'hydrogène vert.
- L'industrie des énergies fossiles joue un rôle majeur dans le plan de relance de la France, grâce au gouvernement qui soutient fermement la cause de l'hydrogène et qui a à cette fin créé des partenariats public-privé comme le Conseil national de l'hydrogène, composé de représentants de tous les secteurs industriels.

Au niveau de l'UE :

- Les groupes de pression des énergies fossiles à Bruxelles font un usage intensif des portes tournantes, en embauchant du personnel qui travaillait auparavant à la Commission européenne, au Parlement européen et dans les représentations permanentes des États membres.
- L'industrie a fait pression sur la Commission pour qu'elle adopte une approche « technologiquement neutre » des dépenses du plan de relance, afin que ses technologies favorites, comme la CSC et l'hydrogène « bleu », puissent recevoir des fonds publics.
- Bien que la Commission ait fini par refuser un financement européen aux projets italiens d'hydrogène « bleu » et de CSC, les commissaires européens chargés du Climat et de l'Énergie ont tous deux soutenu publiquement ces technologies.
- Nos demandes d'accès à l'information ont révélé que les hauts dirigeants de la Commission européenne et l'équipe de la task-force « Relance » de l'UE ont régulièrement partagé des tribunes avec l'industrie pétrolière et gazière, tout en encourageant leur participation aux plans de relance.

Comme le montre ce rapport, l'industrie a mené un lobbying agressif au niveau national et européen, non seulement pour l'hydrogène « vert » et le biométhane, mais aussi pour l'hydrogène « bleu » et la CSC. Et bien que la Commission semble exclure ces technologies des fonds de relance de l'UE, d'autres sources de financements restent disponibles au niveau européen et national pour soutenir ces projets fondés sur les énergies fossiles. Attendez-vous donc à ce que le lobbying au niveau national s'intensifie, les fonds destinés à la relance étant débloqués par l'UE à partir de la deuxième quinzaine de juillet 2021.

Le seul moyen de parvenir à une relance sans énergies fossiles, qui donne la priorité à la justice sociale et environnementale plutôt que de déverser davantage d'argent public dans les poches des entreprises polluantes, est d'exclure l'industrie des énergies fossiles des processus décisionnels publics aux niveaux national, européen et international, à l'exemple des restrictions mises en place pour l'industrie du tabac.

1

INTRODUCTION:

COMMENT LA « RELANCE VERTE » EST SUBVERTIE

Le plan de relance post-Covid19 de l'Union européenne est censé s'attaquer à la crise climatique ainsi qu'aux conséquences socio-économiques de la pandémie. Pour obtenir les fonds de la facilité pour la reprise et la résilience, dotée de 672,5 milliards d'euros, les États membres ont élaboré des plans de relance nationaux. Dans ces « plans nationaux de relance et de résilience », 37 % des investissements prévus sont censés lutter contre le changement climatique, le reste devant respecter le principe de neutralité climatique (« *do no harm* »). Autrement dit, même les investissements qui ne visent pas directement à atténuer les effets du changement climatique ne doivent pas nuire au climat ni entraver la transition écologique³.

Selon les responsables de l'UE, ces conditions visent entre autres à éviter de répéter les erreurs commises après la crise financière de 2008, lorsque des milliards d'euros d'argent public ont servi à renflouer l'industrie des énergies fossiles⁴. Pourtant, au niveau national et européen, les géants du pétrole et du gaz et leurs lobbys ont été autorisés à laisser leur empreinte sur les programmes de relance européen et les plans de relance nationaux, en détournant à leur profit les fonds publics dédiés à la reprise.

Dans un rapport paru en octobre 2020, nous avons révélé comment les gros pollueurs ont profité des plans de sauvetage en Italie, en Espagne, au Portugal et en France⁵. Le tableau ne s'est guère amélioré depuis. Nombre pléthorique de réunions de lobbying, événements de haut niveau associant décideurs et industriels, voire invitations à rédiger directement les plans de relance nationaux... le secteur des énergies fossiles cherche aujourd'hui à s'approprier une relance dont l'objectif central devait être d'atténuer la crise climatique.

En promouvant l'hydrogène et les gaz renouvelables, des multinationales pétrolières et gazières comme l'italienne Eni ou la française Total veulent organiser un détournement d'argent public à grande échelle au profit d'un secteur bien connu pour ses efforts pour bloquer et retarder l'action climatique. Surtout, donner une place trop importante à l'hydrogène pourrait enfermer l'Europe dans des décennies supplémentaires de consommation d'énergies fossiles, ce qui nuirait considérablement au climat.

C'est pourquoi, aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin d'une politique sans énergies fossiles : et la seule façon d'obtenir une relance sans énergies fossiles est de maintenir les industriels concernés à l'écart des processus décisionnels.

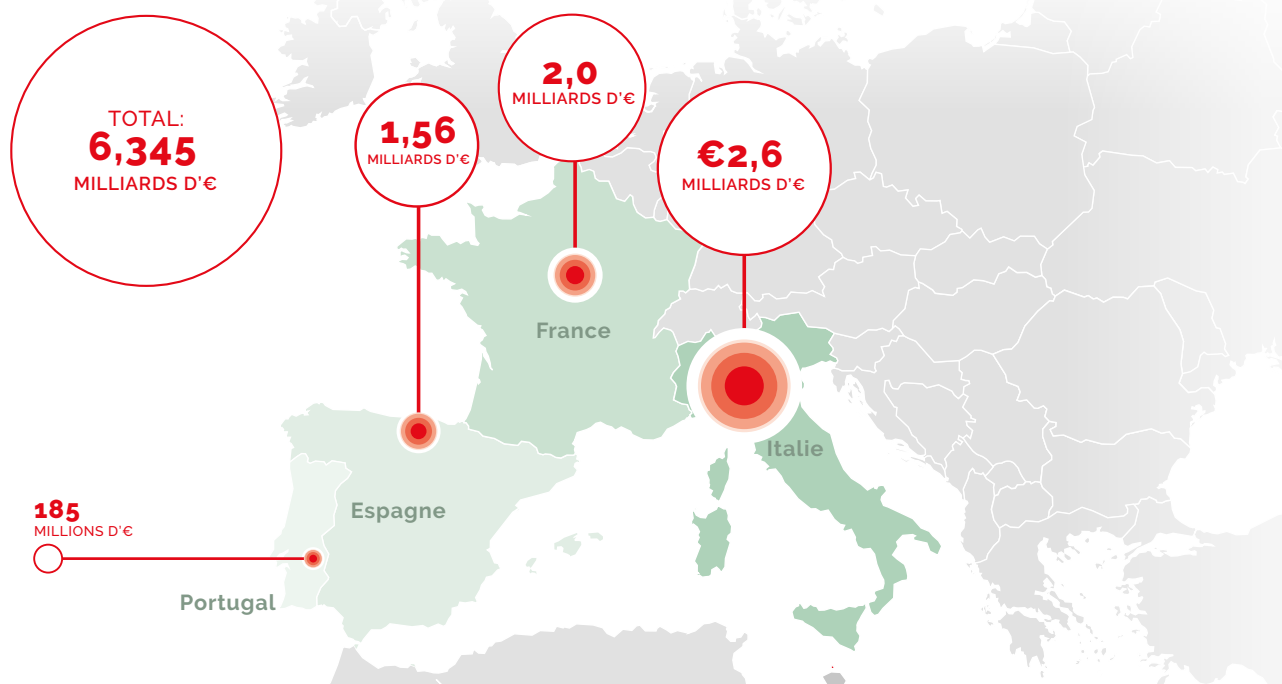


2

**GREENWASHING 2.0 :
HYDROGÈNE ET AUTRES
FAUSSES SOLUTIONS**

COMBIEN D'ARGENT DÉDIÉ À L'HYDROGÈNE DANS LES PLANS DE RELANCE NATIONAUX ?

Graphique 1



Les plans de relance nationaux de l'Espagne, de l'Italie, du Portugal et de la France consacrent tous des centaines de millions, voire des milliards d'euros à des projets relatifs à l'hydrogène. Si le biogaz carboné y occupe également une place importante, la « course à l'hydrogène » est clairement au centre de ces plans.

Les lobbys des énergies fossiles présentent l'hydrogène comme une solution climatique⁶, mais tous les types d'hydrogène ne sont pas égaux entre eux :

- **L'hydrogène « gris »**, qui représente près de 80 % de la production mondiale, est fabriqué à partir de gaz fossile, autrement dit de méthane, avec les rejets associés de CO₂ dans l'atmosphère⁷. Le méthane est lui-même un gaz à effet de serre à courte durée de vie, 86 fois plus puissant pour piéger la chaleur dans notre atmosphère que le CO₂ sur une période de 20 ans⁸. Le forage et le transport du méthane entraînent des fuites dans l'atmosphère, ce qui signifie qu'il est aussi mauvais pour le climat que le charbon⁹. Dans le même temps, l'exploitation des gisements de gaz continue de détruire les communautés et les écosystèmes locaux, comme on l'observe aujourd'hui encore depuis Cabo Delgado au Mozambique jusqu'à Vaca Muerta en Argentine¹⁰.
- **L'hydrogène « bleu »** – hydrogène issu de gaz fossile avec capture et séquestration du carbone (CSC) – est présenté par l'industrie et certains décideurs comme un tremplin indispensable vers l'hydrogène « vert ». Mais il repose toujours sur l'extraction du gaz avec ses conséquences sociales, environnementales et climatiques dévastatrices (voir ci-dessus), tandis que la CSC est une technologie risquée et coûteuse qui n'a toujours pas fait la preuve de sa viabilité¹¹.

- **L'hydrogène « vert »** – fabriqué par électrolyse à partir d'électricité renouvelable – représente actuellement moins de 0,1 % de l'hydrogène produit en Europe¹². Il sert cependant de promesse lointaine justifiant de nouveaux investissements de long terme dans des infrastructures gazières présentées comme « prêtes pour l'hydrogène », mais avec un risque élevé qu'elles continuent à être utilisées pour le gaz fossile, l'hydrogène « bleu » ou qu'elles deviennent tout simplement des actifs échoués¹³.

Alors que de nombreux plans de relance nationaux se concentrent ostensiblement sur le développement de l'hydrogène « vert », les multinationales énergétiques qui proposent des projets pour accéder à ces fonds (et les groupes de pression qui les représentent) ont clairement fait savoir à Bruxelles qu'elles souhaitent que l'hydrogène fossile, rebaptisé hydrogène « à faible teneur en carbone » ou « propre », soit également éligible. La Commission européenne a donné des signaux contradictoires : l'hydrogène « bleu » et la CSC ont été exclus du plan de relance italien, alors même que des hauts fonctionnaires avaient accueilli favorablement les demandes de l'industrie.

Le commissaire à l'Énergie, M. Simson, a déclaré en avril 2021 que l'hydrogène « bleu » sera « nécessaire » en attendant que l'hydrogène « vert » se développe et que ses coûts baissent¹⁴, mais Shell, dont le projet d'hydrogène « vert » a été salué par la Commission comme une « réussite » de la reprise post-coronavirus¹⁵, n'est pas du même avis. Le même mois, son vice-président a déclaré que l'hydrogène « bleu » à grande échelle restera nécessaire même si l'hydrogène « vert » devient moins cher. Il n'y aura pas assez d'énergie renouvelable disponible pour décarboner le secteur de l'électricité et produire de l'hydrogène, a-t-il déclaré, appelant « *les gouvernements à ne pas exclure l'utilisation de l'hydrogène bleu* », car « *de grands volumes* » pourraient encore être nécessaires¹⁶.

Pour l'industrie des énergies fossiles, l'hydrogène « vert » est l'équivalent d'un cheval de Troie, ce qui explique pourquoi tant d'entreprises en font la promotion. En présentant l'hydrogène comme une solution miracle pour décarboner l'économie, les multinationales du pétrole et du gaz parient sur le fait que la demande dépassera l'offre très limitée d'hydrogène « vert ». Nous resterions alors dépendants de l'hydrogène fossile. N'oublions pas non plus que l'industrie pétrolière et gazière est l'un des plus gros consommateurs industriels d'hydrogène et qu'elle utiliserait volontiers de l'hydrogène « vert » financé par des fonds publics pour raffiner son pétrole brut et faire de l'essence. Selon le groupe de pression Hydrogen Europe, qui compte parmi ses membres les grands groupes pétroliers et gaziers Total, Shell, Equinor et Galp, « *en termes de [mégawatts], les entreprises dites 'd'énergies fossiles' sont impliquées dans 81% de l'ensemble des projets d'électrolyse dans l'UE, l'AELE et au Royaume-Uni* »¹⁷.

Une autre manière dont l'industrie des énergies fossiles cherche à tirer profit de l'hydrogène est de promouvoir son « mélange » (*blending* en anglais) au gaz fossile du réseau, ce qui pourrait annuler tous les avantages de l'hydrogène, même « vert ». Le soutien au « mélange » est une bouée de sauvetage pour les réseaux de gaz fossile et leurs opérateurs, qui reviendrait concrètement à gaspiller l'hydrogène mélangé. La stratégie nationale pour l'hydrogène du Portugal, désormais intégrée dans son plan de relance, prévoit de mélanger de l'hydrogène « vert » au réseau de gaz fossile à hauteur de 15 %¹⁸.

Malheureusement, les ministres européens de l'Énergie se sont mis d'accord le 11 juin 2021 sur le fait que les gazoducs modernisés transportant du gaz fossile « mélangé » à des gaz renouvelables comme l'hydrogène ou le biométhane pourraient bénéficier de financements de l'UE jusqu'au 31 décembre 2029¹⁹. Si le Parlement européen et la Commission acceptaient cette proposition, cela signifierait que des sources de financement de l'UE autres que les fonds de relance, comme le mécanisme « Connecter l'Europe », pourraient également continuer à subventionner l'industrie des énergies fossiles. Le mécanisme « Connecter l'Europe » finance également des infrastructures transfrontalières de CO₂, qui sont essentielles pour la CSC, et tout indique que ces financements continueront à augmenter.

Une analyse de plus de 200 documents de lobbying relatifs à l'hydrogène effectuée en décembre 2020 a montré que le soutien public à la capture et séquestration du carbone (CSC) figurait parmi les revendications les plus récurrentes des multinationales des énergies fossiles et de leurs groupes de pression. Outre le rôle de la CSC dans la production d'hydrogène « bleu » à partir de gaz fossile, cette technologie défaillante est promue depuis des décennies par l'industrie comme un moyen de réduire les émissions sans avoir à laisser le pétrole et le gaz dans le sous-sol. Cette technologie reçoit déjà des subventions publiques depuis des décennies, qui apparaissent comme totalement gaspillées : les taux de capture du CO₂ sont faibles, des fuites peuvent survenir après la séquestration, et de grandes quantités d'énergie (sale) doivent être utilisées pour capturer et séquestrer le CO₂²⁰. C'est une douteuse promesse d'avenir utilisée par l'industrie pour justifier la poursuite de l'extraction et de la combustion d'hydrocarbures nuisibles au climat aujourd'hui. La CSC figurait en bonne place dans le projet de plan de relance de l'Italie jusqu'à ce qu'elle soit abandonnée à la dernière minute, mais il est toujours prévu qu'elle soit financée par d'autres sources nationales ou européennes²¹, comme le Fonds européen pour l'innovation, doté d'un milliard d'euros.

D'autres gaz prétendent « renouvelables », comme le biométhane, sont également financés à titre de projets de transition climatique, mais ils posent eux aussi problème. Les plans de relance nationaux de l'Italie, de l'Espagne²² et du Portugal, par exemple, allouent des fonds aux « gaz renouvelables ». Au niveau de l'UE, Eurogas a fait pression pour que le biogaz fasse partie de la relance²³, tandis qu'un récent rapport sur l'hydrogène, financé par l'industrie pétrolière et gazière, a également encouragé l'UE à investir dans la bioénergie avec CSC, connue sous le nom de BECCS, défavorable au climat²⁴.

Si l'industrie gazière présente les gaz « renouvelables » comme l'hydrogène et le biométhane comme un moyen de lutter contre le changement climatique tout en préservant leur modèle économique - et leurs infrastructures gazières -, la production de biométhane à grande échelle pourrait entraîner les mêmes accaparements de terres et la même concurrence avec les cultures alimentaires que lorsque l'UE a tenté de stimuler la production d'agrocarburants. Mais le plus probable est que quelques projets symboliques de gaz renouvelable soient utilisés pour justifier la poursuite de l'utilisation des infrastructures de gaz fossile et celle du gaz fossile lui-même, avec un vernis de durabilité (et pour obtenir un accès aux financements publics)²⁵.



3

DES PLANS DE RELANCE NATIONAUX SOUS INFLUENCE

[Les sections sur les plans de relance de l'Espagne, de l'Italie et du Portugal ne sont pas incluses dans cette traduction française. Pour plus d'informations, se référer à la version originale anglaise.]

France

Le plan de relance de la France alloue 2 milliards d'euros à l'hydrogène. Selon le président de France Hydrogène - le principal groupe professionnel coordonnant le lobbying en faveur de l'hydrogène en France, qui a publié un « manifeste » en juillet 2020 avec ses propositions pour le plan de relance français²⁶ -, « *les grandes lignes de leur feuille de route ont été reprises* » par le gouvernement français²⁷. Le président de France Hydrogène, Philippe Boucly, est issu de l'opérateur français de gazoducs GRTgaz (une filiale de l'entreprise gazière Engie). Ce groupe de pression est censé représenter l'ensemble de la filière hydrogène, mais la quasi-totalité des postes clés de son conseil d'administration sont occupés par le géant du nucléaire EDF, Engie, le fabricant de pneus Michelin ou encore la multinationale des gaz industriels Air Liquide. En 2020, France Hydrogène a déclaré entre 200 000 et 300 000 € de dépenses de lobbying en France, ce qui signifie que ses dépenses ont doublé d'une année sur l'autre depuis 2017²⁸. Selon le registre français, le lobbying autour de l'hydrogène a été multiplié par cinq au cours des quatre dernières années, passant de 9 activités de lobbying enregistrées sur le sujet en 2017 à 47 en 2020²⁹ (voir graphique).

Cette accélération des dépenses et activités de lobbying reflète le fait qu'avant la pandémie, l'hydrogène n'était pas une priorité centrale pour les autorités et les grandes entreprises françaises, qui se concentraient plutôt sur l'électrification (et donc le nucléaire), le biogaz et les agrocarburants. Tout cela a rapidement changé avec la crise du Covid-19, avec le regain d'intérêt pour les émissions du secteur des transports. En septembre 2020, la France a annoncé un plan hydrogène de 7,2 milliards d'euros et a publié une « stratégie nationale pour l'hydrogène bas carbone »³⁰. 2 milliards sur ces 7,2 milliards d'euros sont désormais garantis par le plan de relance national français pour 2021 et 2022, qui seront principalement alloués par le biais d'appels d'offres et d'appels à projets. On ne sait donc pas encore quels projets spécifiques seront financés, et la Commission européenne a demandé que des garanties soient mises en place lors des appels d'offres. L'hydrogène « bleu » pourrait encore être financé via les 5,2 milliards d'euros restants, mais les projets d'hydrogène en cours de développement tendent à se concentrer sur l'hydrogène « vert » ou surtout « bas carbone » (nucléaire), en lien avec l'industrie du raffinage et de la chimie, en vue par exemple de la fabrication de carburants pour le transport, y compris l'aviation. Total et Engie, par exemple, ont un projet d'hydrogène « vert » à La Mède³¹, et Air Liquide développe de grands projets d'hydrogène avec Siemens³².

Le plan de relance de la France omet ostensiblement de prévoir des financements supplémentaires pour augmenter les capacités domestiques d'électricité renouvelable afin de répondre à la demande croissante d'hydrogène « vert ». Le gouvernement a assuré à la Commission européenne que d'autres sources de financement y pourvoiraient, mais le gouvernement comme l'industrie comptent surtout promouvoir l'hydrogène dit « à faible teneur en carbone », c'est-à-dire basé sur l'électricité nucléaire plutôt que de sources renouvelables. Cette situation est d'autant plus problématique que la France devrait manquer de 30 % ses objectifs en matière d'énergies renouvelables pour 2020, et qu'il lui faudrait doubler ses niveaux actuels d'investissement pour atteindre son objectif pour 2030³³.

Le plan de relance français a été élaboré dans le cadre d'une étroite collaboration entre le gouvernement et l'industrie (notamment l'organisme consultatif Conseil national de l'industrie et l'association professionnelle France Industrie, qui compte parmi ses membres Air Liquide, Engie et Total³⁴), collaboration qui est devenue plus étroite que jamais à la faveur de la pandémie³⁵. Cette synergie entre le gouvernement français et le secteur privé se reflète dans la création du Conseil national de l'hydrogène en janvier 2021, un organe exclusivement composé de représentants industriels dont des cadres dirigeants de Total, Engie, Air Liquide et autres, chargé de conseiller le gouvernement et de contribuer à la coordination de la stratégie française en matière d'hydrogène³⁶.

La focalisation relativement récente sur l'hydrogène en France s'explique par le fait qu'il constitue un terrain d'entente pour virtuellement tous les grands secteurs industriels du pays, compatible avec les intérêts des industries nucléaire, gazière et pétrolière, chimique, automobile et aéronautique.

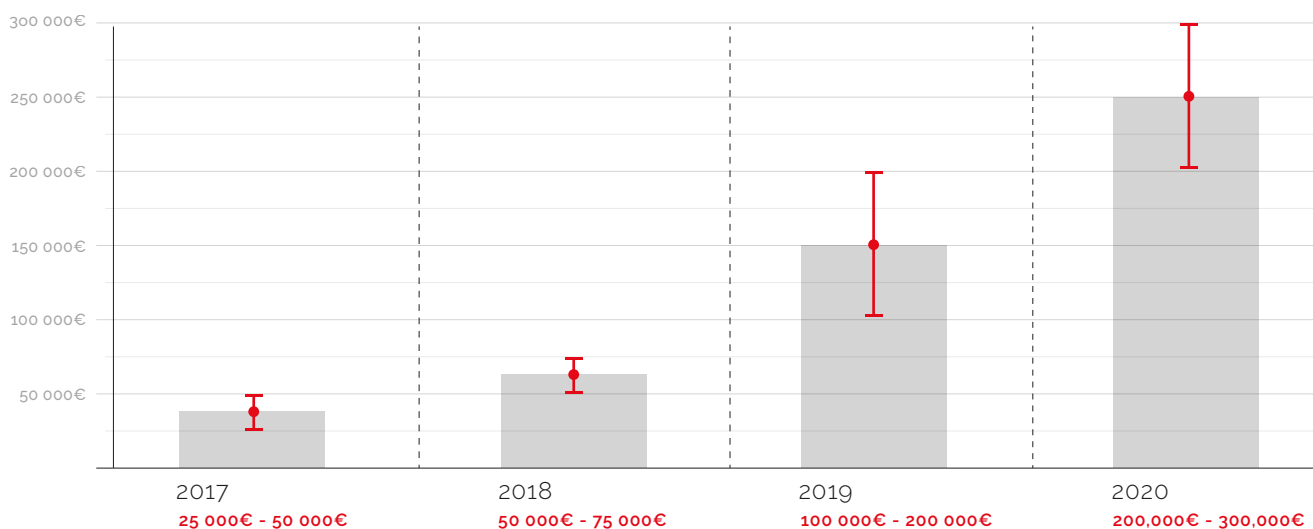
En 2019, le président Emmanuel Macron a lancé le « Pacte productif », un processus public-privé pour concevoir la stratégie économique de la France, et commandait un rapport en ce sens à un groupe d'experts présidé par Benoît Potier, PDG d'Air Liquide, lequel fait une large place à l'hydrogène dans son chapitre sur la transition. Une « task force hydrogène » spécifique semble également avoir été mise en place dans le cadre de ce processus, sous la direction d'Air Liquide³⁷.

L'organisation d'événements publics par les entreprises dédiées aux énergies fossiles est une stratégie de lobbying classique pour tenter d'influencer les décideurs. L'un des principaux facilitateurs de ce type d'événement en France est M&M Conseil, émanation de l'un des plus grands cabinets de lobbying parisiens, Boury Tallon. Depuis le début de la pandémie, plusieurs conférences ont été organisées sur le secteur de l'énergie et sur la décarbonisation des transports, parrainées par Total, Engie ou encore l'association professionnelle de l'industrie du gaz Coenove³⁸. Le principal objectif de ces événements est de réunir des décideurs et des représentants de l'industrie à la même tribune. La plupart de ces événements parrainés par le secteur des énergies fossiles ont accordé une place centrale au gaz, et à l'hydrogène en particulier.

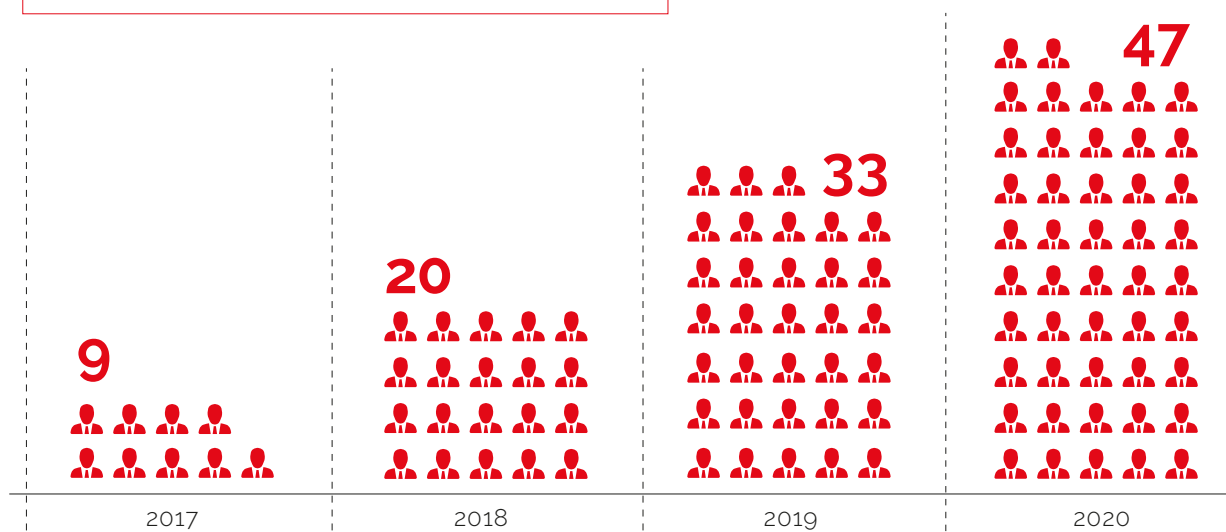
LE LOBBYING PRO-HYDROGÈNE S'ACCÉLÈRE EN FRANCE

Graphique 2

Le registre de représentants d'intérêts en France révèle **le doublement des dépenses de France Hydrogène d'année en année.**



Sur **109** activités de lobbying mentionnant le terme « hydrogène » :



4

**BRUXELLES ACCUEILLE
À BRAS OUVERTS
LES LOBBYISTES DES
ÉNERGIES FOSSILES**

EUROPE A COEUR

Sculpture
de

LUDMILA TCHERINA

Symbole de l'Union Européenne

Un grand nombre d'entreprises et de groupes de pression actifs dans les pays couverts par ce rapport ont également exercé un lobbying acharné au sujet des plans de relance à Bruxelles, notamment par l'intermédiaire de leurs associations professionnelles européennes. Ils sont souvent aidés dans leurs efforts par des lobbyistes passés par les portes tournantes de la Commission européenne, du Parlement européen ou des représentations permanentes des États membres auprès de l'UE. Par exemple, le responsable des affaires européennes du transporteur de gaz italien Snam était auparavant conseiller auprès d'un député européen³⁹, le directeur des affaires européennes de l'entreprise française de gaz Engie est un ancien conseiller en matière d'énergie auprès de la représentation permanente française à Bruxelles⁴⁰, tandis que l'un des lobbyistes européens de la compagnie espagnole Iberdrola était auparavant responsable de programme sur l'énergie au sein de la Commission européenne⁴¹. Le principal lobbyiste européen de la grande entreprise pétrolière et gazière italienne Eni faisait partie de la représentation permanente de l'Italie auprès de l'UE⁴². Le groupe de pression bruxellois Hydrogen Europe est dirigé par un ancien député européen qui a siégé à la commission industrie, technologie, recherche et énergie (ITRE)⁴³. L'équipe de lobbying de l'Association internationale des producteurs de pétrole et de gaz (IOGP) comprend un ancien responsable politique de la Commission et un « spécialiste du marché du gaz » qui a participé à la création d'un influent groupe consultatif de la Commission, le « groupe de coordination du gaz »⁴⁴.

Hauts fonctionnaires et dirigeants de l'UE n'ont pas hésité à prendre la parole lors d'événements sur la relance organisés par ou avec l'industrie des énergies fossiles. Nos demandes d'accès à l'information ont révélé que la task-force « Relance » de la Commission, chargée de la mise en œuvre des fonds de relance, a accepté une invitation à prendre la parole lors d'un événement sur la « relance verte » organisé par Energy Solutions⁴⁵, un réseau d'eurodéputés et d'industriels qui compte parmi ses membres l'entreprise française d'électricité nucléaire et fossile EDF, l'entreprise allemande E.ON et le géant norvégien du pétrole et du gaz Equinor⁴⁶. Lors de ce « débat de haut niveau », Equinor a expliqué comment ses « solutions technologiques » (c'est-à-dire l'hydrogène et la CSC) pouvaient contribuer à une relance verte⁴⁷. Energy Solutions a déclaré publiquement que les plans de relance de l'UE devraient donner la priorité aux investissements dans la CSC⁴⁸.

Des procès-verbaux de réunions révèlent qu'en novembre 2020, le lobby européen Eurelectric a rencontré le groupe de travail de la Commission sur la relance afin de promouvoir le principe d'une « approche technologiquement neutre » - un euphémisme des géants de l'énergie pour donner aux énergies fossiles avec CSC (et autres fausses solutions) une place égale à celle de la production d'électricité propre et renouvelable en termes d'accès aux financements publics. Nos demandes d'accès à l'information révèlent que Endesa, EDP, Engie, Enel, Iberdrola, Edison, Naturgy et EDF étaient présents à cette réunion⁴⁹.

Le lobby des producteurs de pétrole et de gaz IOGP - qui compte parmi ses membres Eni, Repsol et Total, ainsi qu'Equinor, BP, ExxonMobil et Shell⁵⁰ - a également fait pression pour soutenir l'hydrogène « bleu ». Pour ne citer que quelques exemples, l'IOGP a rencontré la direction générale de l'Action pour le climat de la Commission en mai 2020 pour expliquer comment « leur travail sur l'hydrogène et la CSC [contribue] à la relance verte »⁵¹. Le même mois, l'IOGP a publié

une déclaration sur le plan de relance promouvant la CSC et l'« hydrogène propre » à base de gaz fossile comme solutions climatiques et exprimant leur espoir que les fonds de relance prennent en compte « *l'éventail complet des technologies gazières* »⁵². En février 2021, l'IOPG a rencontré à nouveau la DG Action pour le climat afin de présenter les « résultats préliminaires » de son étude « Hydrogène pour l'Europe », commissionnée par l'IOPG et Hydrogen Europe, selon laquelle l'hydrogène « bleu » « *permettra la création d'infrastructures pour l'hydrogène et sera moins cher que l'hydrogène vert (produit à partir d'énergies renouvelables) jusqu'en 2040 environ* »⁵³. Le compte-rendu de cette réunion indique que la Commission a « salué » le travail de l'IOPG sur l'« hydrogène bleu ».

Le principal groupe de pression bruxellois en matière d'hydrogène, Hydrogen Europe - qui compte parmi ses membres Air Liquide, BP, Enagás, Engie, E.ON, Equinor, Galp, Gasunie, GRTgaz, Shell, Snam et Total⁵⁴ - a pris la parole aux côtés d'Air Liquide et du commissaire à l'Énergie, M. Simson, lors de la conférence de haut niveau sur l'hydrogène organisée par la présidence portugaise en avril 2021⁵⁵. Hydrogen Europe a profité de l'occasion pour présenter son « Hydrogen Act »⁵⁶, un document d'orientation qui souligne la nécessité de produire de l'hydrogène renouvelable et de l'hydrogène « à faible teneur en carbone », c'est-à-dire de l'hydrogène « bleu ». Il appelle à un accord à l'échelle de l'UE sur les définitions de « *l'hydrogène renouvelable et à faible teneur en carbone, y compris la CSC* », et affirme que « *le seuil CertifHy devrait être pris comme point de départ pour le développement d'un seuil d'hydrogène à faible teneur en carbone* »⁵⁷. CertifHy est un projet porté par l'industrie⁵⁸ qui définit l'hydrogène à faible teneur en carbone à un niveau qui autorise beaucoup plus de CO₂ par tonne d'hydrogène que dans les autres règles proposées par l'UE. Cela pourrait ouvrir la porte à davantage d'hydrogène d'origine fossile, soit par le biais d'électrolyseurs alimentés par un réseau électrique à base de sources sales, soit simplement à partir de gaz fossile avec CSC. Jusqu'à présent, cependant, la Commission s'en est tenue à un seuil de teneur en CO₂ plus exigeant et, dans le cas de l'Italie, elle a explicitement exclu la CSC et l'hydrogène « bleu » des fonds de relance. Cependant, il existe bien d'autres sources de financement disponibles et le lobbying des industriels ne montre pas de signe de ralentissement.

Quand la Commission européenne courtise l'industrie des énergies fossiles

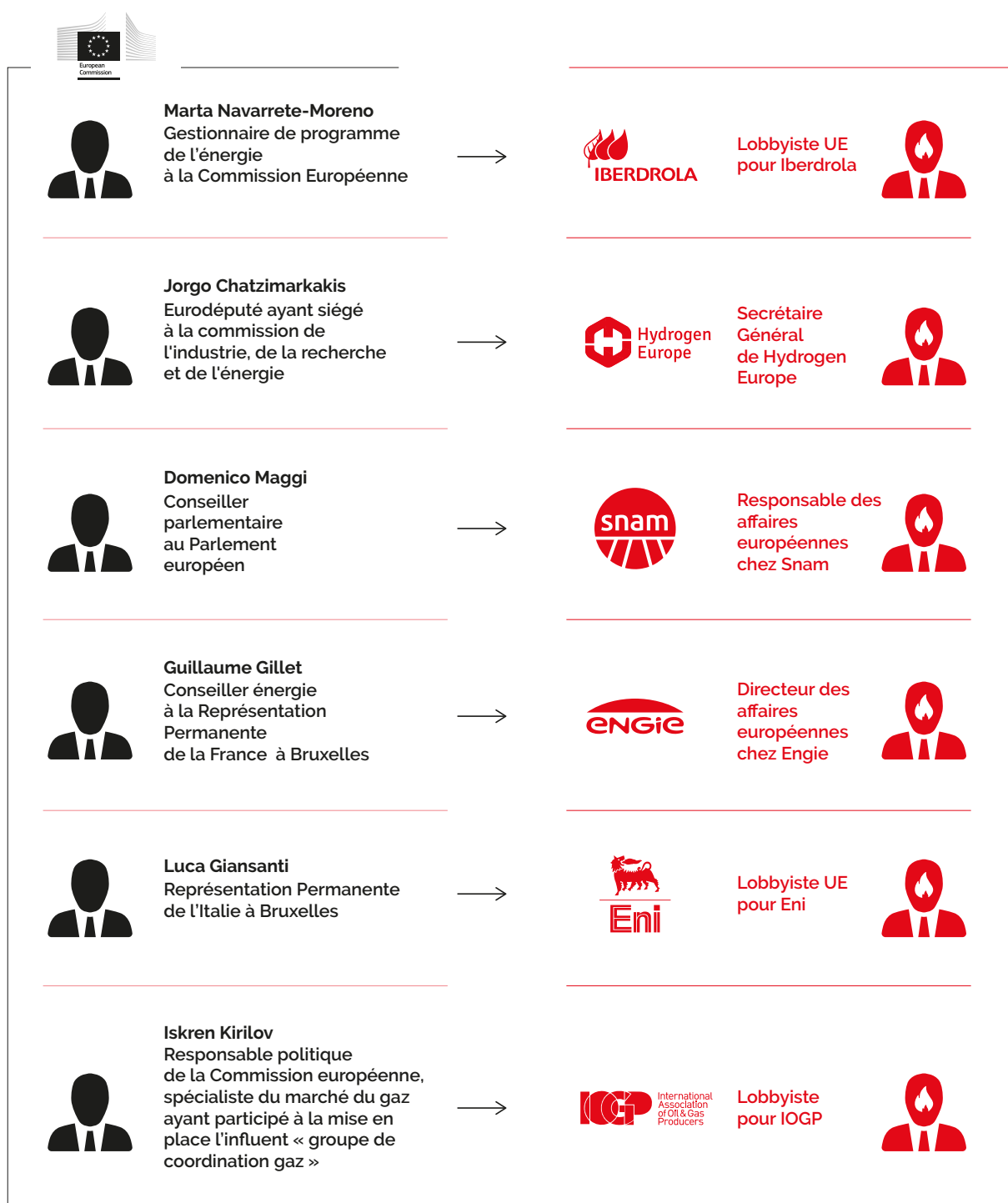
En juillet 2020, après la publication de la stratégie de l'UE sur l'hydrogène – laquelle, grâce au lobbying de l'industrie, incluait l'hydrogène « bleu »⁵⁹ - le vice-président de la Commission européenne Frans Timmermans a déclaré à la presse qu'il ne pouvait pas donner de date précise pour la fin du soutien de l'UE aux investissements dans les infrastructures de gaz fossile et de CSC⁶⁰. Le même mois, M. Timmermans (ainsi que les directeurs généraux de la DG Énergie et de la DG Climat) a rencontré la Zero Emissions Platform (dont les membres incluent BP, Equinor, Shell et Total⁶¹), qui lui a présenté des projets de CSC « *prêts à l'emploi* » qui pourraient « *soutenir la reprise post-pandémique de l'Europe* ». M. Timmermans a exprimé le soutien de la Commission à la CSC, ajoutant que les fonds post-pandémie devraient être utilisés « *pour promouvoir un ensemble de technologies susceptibles de mener la transition vers la neutralité climatique d'ici 2050. Nous devons progresser rapidement dans le domaine de la CSC. La séquestration du*

CO2 doit faire l'objet d'une attention particulière, notamment en ce qui concerne la mobilisation des investissements⁶². »

M. Timmermans et le groupe de travail sur la relance n'ont pas ménagé leurs efforts pour séduire l'industrie des énergies fossiles et la rallier à la cause de l'hydrogène. Lors d'un débat⁶³ organisé par Euronews en février 2021 avec la Table ronde européenne des industriels, un puissant groupe de pression bruxellois qui compte parmi ses membres BP, Eni, Total et Shell, M. Timmermans s'est félicité de la rapidité avec laquelle l'« incroyable » secteur de l'énergie « comprend qu'il doit changer » et de la « vitesse à laquelle l'hydrogène entre en jeu, dans tous les

PORTES TOURNANTES

Graphique 3



domaines ». Il a ajouté que « *la Commission européenne sera à [ses] côtés pour essayer de façonner les choses* »⁶⁴. Le même mois, lors des Journées européennes de l'industrie organisées par la présidence portugaise, auxquelles ont participé des intervenants d'Iberdrola, d'Enel, de Shell Chemicals et d'Hydrogen Europe⁶⁵, M. Timmermans a déclaré qu'en ce qui concerne l'action sur le climat, les PDG n'ont pas besoin qu'on leur dise quoi faire, « *ils savent exactement ce qu'il faut faire* »⁶⁶. La cheffe du groupe de travail de la Commission sur la relance a également participé à l'événement, déclarant aux industriels qu'elle « *compte beaucoup sur [eux] et [leur] contribution pour réussir* »⁶⁷. Un mois plus tard, lors de son intervention à la conférence annuelle d'Eurogas en mars 2021, M. Timmermans a déclaré aux membres de ce groupe de pression industriel, parmi lesquels Engie, Eni, Repsol, Shell et Total⁶⁸, que les fonds de relance représentaient une immense opportunité et qu'il faisait « *confiance* » à leurs décisions d'investissement pour refléter le fait que l'hydrogène et le biométhane ne sont pas seulement « *une feuille de vigne ou une activité secondaire* »⁶⁹.

Même si les fonds de relance ne sont pas directement affectés à l'hydrogène « bleu » et à la CSC dans les quatre pays examinés dans le présent rapport, l'industrie des énergies fossiles pourra donc toujours compter sur le soutien futur de la Commission, tant au plan financier qu'au plan politique.

Encadré : Les « Projets importants d'intérêt européen commun »

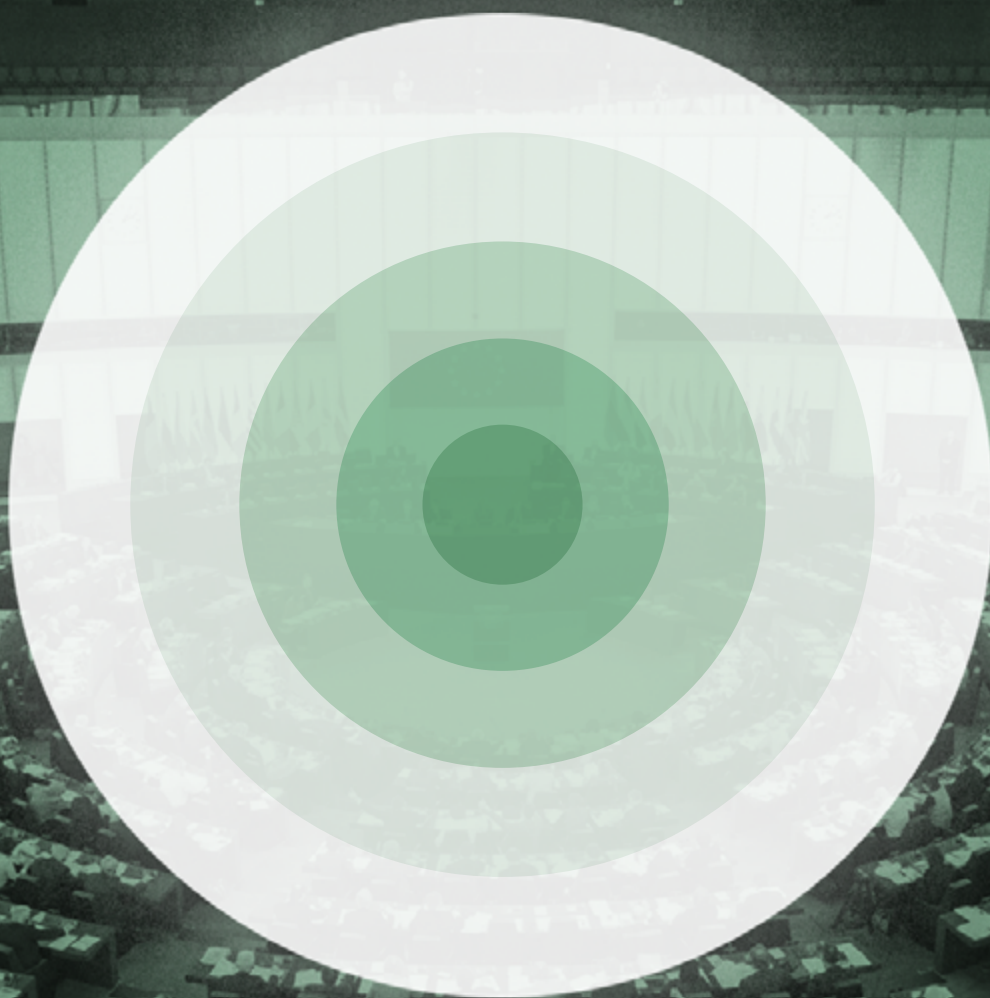
De nombreux plans de relance nationaux mentionnent les « IPCEI » (*Important Projects of Common European Interest*, Projets importants d'intérêt européen commun), notamment à propos des projets relatifs à l'hydrogène. Plusieurs entreprises de l'énergie et les groupes de pression du secteur des énergies fossiles souhaitent utiliser les IPCEI pour canaliser l'argent public vers des projets d'hydrogène et de CSC.

Les IPCEI permettent d'assouplir les règles relatives aux aides d'État pour certaines « chaînes de valeur stratégiques clés », afin de permettre aux États membres de financer des projets sur fonds publics à hauteur de 100% (comme le demandent des entreprises énergétiques⁷⁰). Un « Forum stratégique pour les projets importants d'intérêt européen commun », dominé par l'industrie et incluant Hydrogen Europe et la Confindustria italienne, a joué un rôle déterminant dans l'identification de l'hydrogène comme une « chaîne de valeur stratégique clé »⁷¹, ce qui signifie que les projets relatifs à l'hydrogène devraient bientôt pouvoir bénéficier du statut d'IPCEI⁷².

D'après le compte-rendu d'un appel vidéo entre Hydrogen Europe et la Commission européenne, le groupe de pression industriel considère les IPCEI comme un outil essentiel pour « *piloter le programme d'investissement* », mais admet qu'« *une IPCEI sur l'hydrogène sera beaucoup plus complexe que les IPCEI précédentes et nécessitera un effort de coordination important* »⁷³.

Comme les IPCEI doivent impliquer plus d'un État membre, une procédure de « jumelage » a été lancée en Europe pour mettre en relation différents projets et entreprises afin de former des IPCEI⁷⁴. S'ils sont approuvés, les projets pourront bénéficier d'importants financements, soit par le biais des plans de relance via les budgets des États membres, soit par d'autres canaux publics et privés. L'Allemagne, par exemple, a alloué une part importante du budget de son plan de relance national aux IPCEI sur l'hydrogène, en collaboration avec la France⁷⁵, et les deux pays souhaitent y inclure l'hydrogène « bleu » et l'hydrogène d'origine nucléaire respectivement⁷⁶. La France et ses entreprises mettent également l'accent sur la perspective d'une IPCEI sur l'hydrogène comme moyen de canaliser l'argent public vers l'industrie, et le plan de relance de la France réserve une partie de ses fonds pour l'hydrogène à une future IPCEI. Air Liquide cherche à obtenir le statut d'IPCEI pour un projet en Normandie d'« hydrogène à faible teneur en carbone » pour les raffineries et les usines chimiques⁷⁷. Le plan de relance du Portugal, quant à lui, indique également que « l'hydrogène et les autres gaz renouvelables » sont éligibles au statut d'IPCEI⁷⁸. Il reste à savoir si l'IPCEI sur l'hydrogène sera strictement réservé à l'hydrogène « vert » ou à d'autres formes d'hydrogène.

CONCLUSION



L'industrie des énergies fossiles a une longue histoire de captation des fonds publics en temps de crise, de cooptation des processus décisionnels en matière de politique climatique, et d'affaiblissement des règles environnementales en sa faveur. Le plan de relance de l'UE ne fait pas exception. La Commission européenne s'efforce de faire en sorte que les fonds de relance de l'UE ne soient pas consacrés directement aux énergies fossiles, mais du fait des relations étroites entre les décideurs et l'industrie, les plans de relance nationaux des quatre pays couverts par ce rapport – l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la France – consacrent tous des milliards à la solution miracle mise aujourd'hui en avant par l'industrie des énergies fossiles : l'hydrogène et les gaz renouvelables.

Malgré une intervention de dernière minute de la Commission, l'Italie continue d'allouer davantage d'argent dans son plan de relance post-Covid-19 à l'hydrogène et au biogaz qu'à l'amélioration des unités de soins intensifs et aux équipements médicaux. De même, l'Espagne consacre 1,5 fois plus à sa feuille de route sur l'hydrogène renouvelable qu'à l'amélioration de son système national de santé. Le Portugal a confié la supervision de la mise en œuvre de son plan de relance au même dirigeant du secteur pétrolier et gazier qu'il avait engagé pour rédiger ce même plan. Et les organismes publics et privés liés aux énergies fossiles ont une influence excessive sur la mise en œuvre du plan de relance de la France, y compris les 2 milliards d'euros consacrés à l'hydrogène.

Derrière ces décisions d'investissement se cachent des dizaines de réunions de lobbying, de webinaires, d'événements et de portes tournantes impliquant l'industrie des énergies fossiles et ses alliés.

Le seul moyen de parvenir à une relance sans énergies fossiles, qui donne la priorité à la justice sociale et environnementale plutôt que de déverser davantage d'argent public dans les poches des entreprises polluantes, est d'exclure l'industrie des énergies fossiles des processus de décision publics aux niveaux national, européen et international, à l'exemple des restrictions existantes pour l'industrie du tabac. Les fonds de relance de l'UE sont destinés à des projets qui mettent concrètement en œuvre la transition énergétique dans toute l'Europe, façonnant notre modèle énergétique pour la prochaine décennie : il est vital que ces décisions d'investissement donnent la priorité à la justice climatique et non à l'industrie des énergies fossiles. C'est pourquoi nous avons besoin d'une politique libérée des énergies fossiles.

Cela signifie que les gouvernements et les institutions démocratiques doivent :

1 INSTITUER UN PARE-FEU POUR BLOQUER L'ACCÈS DE L'INDUSTRIE DES ÉNERGIES FOSSILES AUX PROCESSUS DÉCISIONNELS :

Pas de rendez-vous de lobbying, pas de siège dans les organes d'expertise et de conseil, pas de rôle dans les organismes publics de recherche.

En particulier, les décideurs doivent mettre fin aux réunions de lobbying avec l'industrie des énergies fossiles, ainsi qu'aux interactions avec des organisations ou des individus qui travaillent à la promotion des intérêts de l'industrie des énergies fossiles, qu'il s'agisse de cabinets de conseil, de cabinets d'avocats, de groupes de réflexion ou de cabinets de relations publiques.

2 S'ATTAQUER AUX INTÉRÊTS ÉTABLIS :

Pas de conflits d'intérêts, pas de portes tournantes entre la fonction publique et l'industrie des énergies fossiles ; pas d'emplois annexes ou de missions dans l'industrie ; pas d'embauche de consultants de l'industrie.

En particulier, les décideurs doivent fermer les portes tournantes en introduisant des restrictions sur le passage du secteur public à l'industrie des énergies fossiles et vice-versa.

3 METTRE FIN AU TRAITEMENT PRÉFÉRENTIEL DE L'INDUSTRIE DES ÉNERGIES FOSSILES :

Pas de subventions ou d'incitations à l'utilisation de sources fossiles ou à des activités qui favorisent ou prolongent l'utilisation de sources fossiles ; pas de participation aux négociations sur le climat ; pas de place dans les délégations gouvernementales aux négociations internationales ou aux missions commerciales.

En particulier, l'UE ne doit pas approuver, et les gouvernements nationaux ne doivent pas fournir, de subventions publiques, de fonds de relance ou d'autres incitations - y compris des régimes fiscaux favorables, des règles de convenance en matière d'aides d'État, ou une déréglementation environnementale à travers par exemple des procédures d'autorisation accélérées - pour l'utilisation des énergies fossiles ou des activités qui favorisent ou prolongent leur utilisation, ou pour les entreprises d'énergies fossiles.

4 REJETER LES PARTENARIATS AVEC L'INDUSTRIE DES ÉNERGIES FOSSILES :

Pas d'accueil ou de participation à des événements de l'industrie ; pas de sponsorings ou de partenariat ; pas de partage de tribunes avec des représentants de l'industrie ; pas de dons aux partis ou aux candidats.

En particulier, les représentants des autorités publiques ne doivent pas apparaître lors d'événements, de débats ou d'activités parrainés par l'industrie des énergies fossiles et ne doivent pas partager de tribunes avec cette dernière⁷⁹.

Notes

- 1 Fuel Cells and Hydrogen Observatory, « Chapter 2 Hydrogen molecule market », septembre 2020, https://www.fchobservatory.eu/sites/default/files/reports/Chapter_2_Hydrogen_Molecule_Market_070920.pdf
- 2 Hydrogen Europe, communiqué de presse, 6 mai 2021, « Hydrogen Europe Reacts to False Accusations », <https://fuelcellworks.com/news/hydrogen-europe-reacts-to-false-accusations/>
- 3 ODG et al. « Guide to NextGenerationEU: doing more harm than good », mars 2021, <https://odg.cat/en/publication/guide-nextgenerationeu/>
- 4 Euractiv, « EU does not exclude funding gas, highways under green recovery plan », par Frédéric Simon, 9 février 2021, <https://www.euractiv.com/section/energy-environment/news/eu-does-not-exclude-funding-gas-highways-under-green-recovery-plan/>
- 5 Fossil Free Politics, « La pandémie, une aubaine pour les pollueurs », octobre 2020, <https://multinationales.org/La-pandemie-une-aubaine-pour-les-pollueurs>
- 6 Voir par exemple la déclaration de l'IOGP sur le plan de relance européen, 27 mai 2020, <https://www.oilandgaseurope.org/news/iogp-statement-on-the-eu-recovery-plan/> qui affirme que « l'hydrogène propre' aidera l'Europe à atteindre ses objectifs climatiques et industriels ».
- 7 S&P Global, « Sustainable Hydrogen: Blue and Green pathways to decarbonization », 15 janvier 2020, https://www.spglobal.com/platts/plattscontent/assets/images/latest-news/20200115_hydrogen.jpg
- 8 IPCC AR5 2013, Myhre, Gunnar et al., « Anthropogenic and Natural Radiative Forcing », https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/WG1AR5_Chapter08_FINAL.pdf
- 9 Howarth, « A bridge to nowhere: methane emissions and the greenhouse gas footprint of natural gas », mai 2014, <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1002/esr.335>
- 10 Gastivists, Fossil Gas Supply Chains, <https://www.gastivists.org/fossil-gas-supply-chains/>
- 11 Food & Water Watch, 'The Case Against Carbon Capture: False Claims and New Pollution', mars 2020, <https://www.foodandwaterwatch.org/insight/case-against-carbon-capture-false-claims-and-new-pollution>
- 12 Fuel Cells and Hydrogen Observatory, « Chapter 2 Hydrogen molecule market », septembre 2020, https://www.fchobservatory.eu/sites/default/files/reports/Chapter_2_Hydrogen_Molecule_Market_070920.pdf
- 13 Corporate Europe Observatory, Food & Water Action Europe, Re:Common, « The Hydrogen Hype: Gas Industry Fairy Tale or Climate Horror Story? », décembre 2020, https://corporateeurope.org/sites/default/files/2020-12/hydrogen-report-web-final_3.pdf
- 14 S&P Global, « Hydrogen 'no silver bullet' for decarbonization: panelists », 26 avril 2021, <https://www.spglobal.com/platts/en/market-insights/latest-news/electric-power/042621-hydrogen-no-silver-bullet-for-decarbonization-panelists>
- 15 Commission européenne, « Hydrogen to drive the EU's green recovery », https://ec.europa.eu/info/strategy/recovery-plan-europe/recovery-coronavirus-success-stories/environment-and-climate/hydrogen-drive-eus-green-recovery_en
- 16 « Large-scale blue hydrogen may still be needed, even if green H2 is cheaper, says Shell VP », 19 avril 2021, par Leigh Collins, <https://www.rechargenews.com/energy-transition/large-scale-blue-hydrogen-may-still-be-needed-even-if-green-h2-is-cheaper-says-shell-vp/2-1-997772>
- 17 Hydrogen Europe, communiqué de presse, 6 mai 2021, « Hydrogen Europe Reacts to False Accusations », <https://fuelcellworks.com/news/hydrogen-europe-reacts-to-false-accusations/>
- 18 Diário da República, 14 août 2020, n. 158, pages 7-88, <https://dre.pt/home/-/dre/140346286/details/maximized>
- 19 Conseil de l'Union européenne, 14 juin 2021, « Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council on guidelines for trans-European energy infrastructure and repealing Regulation (EU) No 347/2013 », <https://www.consilium.europa.eu/media/50423/st09732-en21.pdf>
- 20 Food & Water Watch, « The Case Against Carbon Capture: False Claims and New Pollution », mars 2020, <https://www.foodandwaterwatch.org/insight/case-against-carbon-capture-false-claims-and-new-pollution>
- 21 <https://www.eni.com/en-IT/operations/italy-ravenna-upstream-activities.html>
- 22 La feuille de route sur l'hydrogène renouvelable de l'Espagne porte sur le biométhane, le biogaz et l'hydrogène vert ; et l'un des piliers d'investissement du plan de relance España Puede fait référence à cette feuille de route.
- 23 Eurogas a déclaré en mai 2020 que le plan de relance post-Covid devait « accélérer le développement de la nouvelle génération des technologies gazières » dont « les digesteurs anaérobiques pour la génération de biogaz », https://eurogas.org/media_centre/press-release-eurogas-urges-the-post-Covid-19-recovery-plan-to-focus-on-the-eus-gas-technologies
- 24 Hydrogen4EU, « Executive Summary », https://2d214584-e7cb-4bc2-bea8-d8b7122be636.filesusr.com/ugd/2c85cf_129344b2ac0947e58ea570102d20f130.pdf
- 25 Pour davantage d'informations et de sources, voir Corporate Europe Observatory, « A dangerous distraction: 'renewable' gas keeps us on the fossil fuel path », novembre 2018, <https://corporateeurope.org/en/pressreleases/2018/11/renewable-gas-lobby-exposed-misleading-ahead-eu-2050-climate-strategy>
- 26 Afhyac, « Pour Un Plan National Hydrogène Ambitieux & Cohérent », 21 juillet 2020, http://www.afhyac.org/documents/documentation/publications/Manifeste%20pour%20un%20Plan%20national%20hydrogène%20ambitieux_AFHYPAC_Juillet2020.pdf
- 27 H2 Mobile, « France Hydrogène: la transformation de l'AFHYPAC expliquée par Philippe Boucly », 30 octobre 2020, <https://www.h2-mobile.fr/actus/france-hydrogene-transformation-afhyac-expliquee-philippe-boucly/>
- 28 France Hydrogène a déclaré €25,000-€50,000 de dépenses en 2017; €50,000-€75,000 en 2018; €100,000-€200,000 en 2019 et €200,000-€300,000 en 2020 selon le registre français du lobbying, consulté le 16 juin 2021 : <https://www.hatvp.fr/le-repertoire/>
- 29 Selon le registre français du lobbying, consulté le 16 juin 2021: <https://www.hatvp.fr/le-repertoire/>
- 30 Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, « Présentation de la stratégie nationale pour le développement de l'hydrogène décarboné en France », 9 septembre 2020, <https://www.economie.gouv.fr/presentation-strategie-nationale-developpement-hydrogene-decarbone-france>
- 31 « Total et Engie s'associent pour développer le plus grand site de production d'hydrogène vert sur électricité 100% renouvelable en France », 13 janvier 2021, <https://www.total.com/fr/medias/actualite/total-et-engie-vont-developper-le-plus-grand-site-d-hydrogene-vert-en-france>
- 32 « Air Liquide et Siemens Energy s'associent pour développer des électrolyseurs de grande capacité et produire de l'hydrogène de façon durable », 8 février 2021, <https://fr.media.airliquide.com/actualites/air-liquide-et-siemens-energy-sassocient-pour-developper-des-electrolyseurs-de-grande-capacite-et-produire-de-hydrogene-de-facon-durable-3277-1ba6d.html>
- 33 Commission européenne, 23.6.21, « COMMISSION STAFF WORKING DOCUMENT Analysis of the recovery and resilience plan of France », https://ec.europa.eu/info/system/files/com_351_swd_en.pdf
- 34 France Industrie, « Nos Membres », <https://www.franceindustrie.org/nos-membres/>
- 35 Observatoire de Multinationales et Amis de la Terre, « Lobbying: l'épidémie cachée », 3 juin 2020, <https://multinationales.org/Lobbying-L-epidemie-cachee>; « Allô Bercy ? Lobbying et aides publiques : petits arrangements entre amis en temps de pandémie », 19 mai 2021, <https://multinationales.org/Lobbying-aides-publiques-CAC40-Allo-Bercy-Bruxelles>. Des groupes de travail semblent avoir été mis en place, sans compte-rendus publics. Lire par exemple sur la rénovation énergétique des bâtiments : https://www.lemonde.fr/economie/%20article/2020/09/02/quand-saint-gobain-oriente-la-politique-de-renovation-%20energetique_6050674_3234.html. Il est aussi question d'un groupe de travail « décarbonation » qui a joué un rôle crucial pour promouvoir l'hydrogène : https://www.lalettrea.fr/entreprises_energie-et-environnement/2020/03/23/le-plan-de-la-task-force-pour-la-filiere-hydrogene-menee-par-air-liquide.108398780-geo.
- 36 Ministère de la Transition écologique, « Installation du Conseil national de l'hydrogène », 11 janvier 2021, <https://www.ecologie.gouv.fr/installation-du-conseil-national-lhydrogene>
- 37 La Lettre A, « Le plan de la «task force» pour la filière hydrogène menée par Air Liquide », 23 mars 2020, https://www.lalettrea.fr/entreprises_energie-et-environnement/2020/03/23/le-plan-de-la-task-force-pour-la-filiere-hydrogene-menee-par-air-liquide.108398780-geo
- 38 Voir les événements suivants organisés par M&M Conseil : <https://www.mmconseil.com/evenement/1eres-rencontres-pour-la-reconquete-industrielle/>; https://www.mmconseil.com/wp-content/uploads/2021/03/Programme_Energie.pdf; <https://www.mmconseil.com/wp-content/uploads/2020/10/Programme-ENR-digital-1.pdf>; https://www.mmconseil.com/wp-content/uploads/2020/10/mm_transports_invitation_22.pdf; https://www.mmconseil.com/wp-content/uploads/2020/09/Invitation-AccelerationEcologique_10092020.pdf; https://www.mmconseil.com/wp-content/uploads/2020/07/Prog_TR3.pdf; https://www.mmconseil.com/wp-content/uploads/2020/06/RencontresNum_Energie_TR3.pdf.
- 39 Linked-in, <https://be.linkedin.com/in/domenicomaggi> (profil public consulté le 24/05/21).
- 40 Linked-in, <https://be.linkedin.com/in/guillaume-gillet-a5b19690> (profil public consulté le 24/05/21).
- 41 Linked-in, <https://be.linkedin.com/in/marta-navarrete-moreno-8237b494> (profil public consulté le 24/05/21); également listé comme lobbyiste disposant

- d'un pass au Parlement européen <https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=41816938101-07> au 24/05/21
- 42 Linked-in, <https://be.linkedin.com/in/luca-giansanti-11722537> (profil public consulté le 24/05/21)
- 43 Biographie de Jorgo Chatzimakakis, secrétaire général, Hydrogen Europe, <https://energycouncil.com/event-speakers/jorgo-chatzimakakis/>
- 44 Linked-in, <https://es.linkedin.com/in/iskren-kirilov-ph-d-65a2529> (pro profil public consulté le 24/05/21), IOGP, « New faces at IOGP's Brussels office », mai 2020, <https://www.iogp.org/blog/news/new-faces-at-iogps-brussels-office/>
- 45 Documents rendus publics dans le cadre de la loi sur la liberté d'information de l'UE, https://www.asktheeu.org/fr/request/9175/response/31115/attach/3/Annexes%201%2030%20Binder.pdf?cookie_passsthrough=1 Documents 12, 13 and 17.
- 46 Energy Solutions, « Who we are », <http://www.enersolutions.eu/>
- 47 Twitter, @EquinorEU, <https://twitter.com/EquinorEU/status/1367142166963884035>
- 48 Energy Solutions, « Open statement on Green Recovery », mai 2020, <http://www.enersolutions.eu/2020/05/18/energy-solutions-open-statement-on-green-recovery/>
- 49 Document 26 – meeting with Eurelectric 20.11.20, https://www.asktheeu.org/fr/request/access_to_documents_recovery_res
- 50 IOGP, « Members », <https://www.iogp.org/members/>
- 51 Document 2, 19 mai 2020 - Meeting between Director-General Mauro Raffaele Petriccione and IOGP- Hydrogen and CCS, https://www.asktheeu.org/en/request/dg_clima_minutes_of_meetings_ene
- 52 « IOGP Statement on the EU Recovery Plan », 27 mai 2020, <https://www.oilandgaseurope.org/news/iogp-statement-on-the-eu-recovery-plan/>
- 53 Document 1, 5 février 2021 – Meeting between Director-General Mauro Raffaele Petriccione and IOGP – Hydrogen, https://www.asktheeu.org/en/request/dg_clima_minutes_of_meetings_ene
- 54 Hydrogen Europe, « Membership presentation », www.hydrogeneurope.eu/wp-content/uploads/2021/04/Hydrogen-Europe-Membership-presentation-2021.pdf « Our Members...and still growing », page 23 de la présentation (accédé 25/05/2021)
- 55 Conférence de haut niveau sur l'hydrogène, « Hydrogen in Society - Bridging the Gaps », 7 avril 2021, <https://www.2021portugal.eu/en/events/high-level-conference-on-hydrogen-hydrogen-in-society-bridging-the-gaps/>
- 56 « Bridging the gaps: How to shape a hydrogen market », par Jorgo Chatzimakakis, secrétaire général de Hydrogen Europe, 15 avril 2021, <https://www.neweurope.eu/article/bridging-the-gaps-how-to-shape-a-hydrogen-market/>
- 57 Hydrogen Europe, « Hydrogen Act: Towards the Creation of the European Hydrogen Economy », avril 2021, https://www.hydrogeneurope.eu/wp-content/uploads/2021/04/2021.04_HE_Hydrogen-Act_Final.pdf
- 58 CertifHy, « Project description », <https://www.certifyhy.eu/project-description/project-description.html> et membres de la plateforme de parties prenantes <https://www.certifyhy.eu/contributors/stakeholder-platform-members.html>
- 59 Voir « The Hydrogen Hype », ibid.
- 60 « European Commission: 'Green' hydrogen revolution needs fossil gas », Robert Hodgson, 8 juillet 2020, <https://www.endseurope.com/article/1688925/european-commission-green-hydrogen-revolution-needs-fossil-gas>
- 61 ZEP, « Members », <https://zeroemissionsplatform.eu/about-zep/members/>
- 62 ZEP, communiqué de presse, « ZEP and industry stakeholders present shovel-ready CCS projects to EVP Timmermans », 9 juillet 2020, <https://zeroemissionsplatform.eu/shovelready-ccs-projects-for-decarbonised-eu/>
- 63 « Euronews Debates: Can the EU Green Deal empower business and consumer change? », février 2021, <https://www.euronews.com/2021/01/28/euronews-debates-can-the-eu-green-deal-empower-business-and-consumer-change>
- 64 Enregistrement vidéo du débat : <https://youtu.be/3DBnkFCFrXY>
- 65 EU Industry Days 2021, Programme, <https://www.euindustrydays.eu/programme>
- 66 Ends Europe, « Blog: Revolution in the air », par Robert Hodgson, 26 février 2021, <https://www.endseurope.com/article/1708565/blog-revolution-air>
- 67 Céline Gauer, Director-General - Head of the Recovery and Resilience Task Force (RECOVER), European Commission, intervention: <https://www.youtube.com/watch?v=lVwBotXVfK>
- 68 Eurogas, « Members », <https://eurogas.org/about-eurogas/our-members/>
- 69 « Executive Vice-President Timmermans' Speech for the Eurogas Annual Meeting 2021 », 25 mars 2021, https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/timmermans/announcements/executive-vice-president-timmermans-speech-eurogas-annual-meeting-2021_en
- 70 Lettre d'Engie au Commissaire Kadri Simson, Ares(2020)1183311, 25 février 2020, https://www.asktheeu.org/en/alaveteli_pro/info_requests/access_to_documents_related_to_t_3
- 71 « The Hydrogen Hype », ibid.
- 72 « IPCC on Hydrogen », <https://www.hydrogen4climateaction.eu/ipcei-on-hydrogen>
- 73 Commission européenne, « Minutes of video call with Hydrogen Europe », 12 novembre 2020, <https://www.asktheeu.org/en/request/9488/response/31953/attach/5/Minutes%20of%20a%20videocall%20with%20Hydrogen%20Europe%2012%20Nov%202020%20non%20confidential%20version%2019012020.pdf>
- 74 Agence allemande de l'énergie (DENA), « IPCEI Hydrogen Match-making Procedure », 7 mai 2021, <https://ipcei-hydrogen-match-making-procedure.b2match.io/home>. Lors du Hydrogen Forum des 17-18 juin 2021, DG GROW devait jouer les entremetteurs entre des projets d'hydrogène soumis via ECH2A <https://european-hydrogen-forum-2021.b2match.io/>
- 75 Schneider Electric, « NextGenerationEU: 10 Key Points for Companies on Europe's Recovery Plan », 25 mars 2021, <https://perspectives.se.com/drive-sustainable-growth/nextgenerationeu-recovery-plan>
- 76 Politico, « Green caveats as the EU launches hydrogen project », 17 décembre 2020, <https://fr.media.airliquide.com/actualites/air-liquide-realise-un-investissement-strategique-pour-soutenir-la-production-a-grande-echelle-dhydrogene-renouvelable-en-france-fdfo-1ba6d.html>
- 77 Plan national de relance et de résilience du Portugal, page 222, Tableau 29.
- 79 Fossil Free Politics, « In depth demands », <http://www.fossilfreepolitics.org/demands.pdf>

